

L'agriculture sud-américaine : Une évolution silencieuse

Jean-Christian TULET
Groupe de recherche sur l'Amérique Latine
CNRS, Toulouse, France

Résumé

Le monde de l'agriculture sud-américaine est en expansion sur tous les plans, non seulement sur celui de la production, mais aussi et contrairement à quelques idées reçues au niveau des effectifs : la population agricole n' a cessé au cours du siècle de croître en valeur absolue. Cependant on peut parler d'une sous-utilisation du potentiel agricole. L'Amérique du sud ne représente qu'une part relativement faible de la production mondiale. L'auteur met en évidence certains des mécanismes qui permettent d'expliquer cette sous-utilisation comme les problèmes récurrents d'accès aux terres, les politiques agricoles en faveur des cultures économiques ou la dynamique des fronts pionniers de colonisation. Enfin , il conclut sur les évolutions récentes du système agricole : fin du binôme traditionnel « latifundio-minifundio », développement de complexes agro-industriels tournés vers le marché mondial et renouveau des petites exploitations indépendantes.

Summary

South American agriculture is expanding on all levels, not only that of production, but also, and contrary to conventional wisdom, the agricultural population has not ceased to grow this century in absolute numbers. Nevertheless, one can speak of an underutilization of agriculture's potential. South America only represents a relatively minor part of world production. The author presents as evidence certain mechanisms which allow one to explain this underutilization recurring problems of access to lands, agricultural policies which favor market oriented cultures or the dynamics of pioneer colonization. Finally, he concludes with the recent evolution of agricultural systems : the end of traditional polarization "latifundia-minifundia", development of agro-industrial complexes oriented toward world markets, and renewal of small, independent farms.

Mots-clés : agriculture, Amérique du sud, rural, paysannerie, colonisation agricole

Key-words : agriculture, South America, rural, peasantry, pioneer colonization

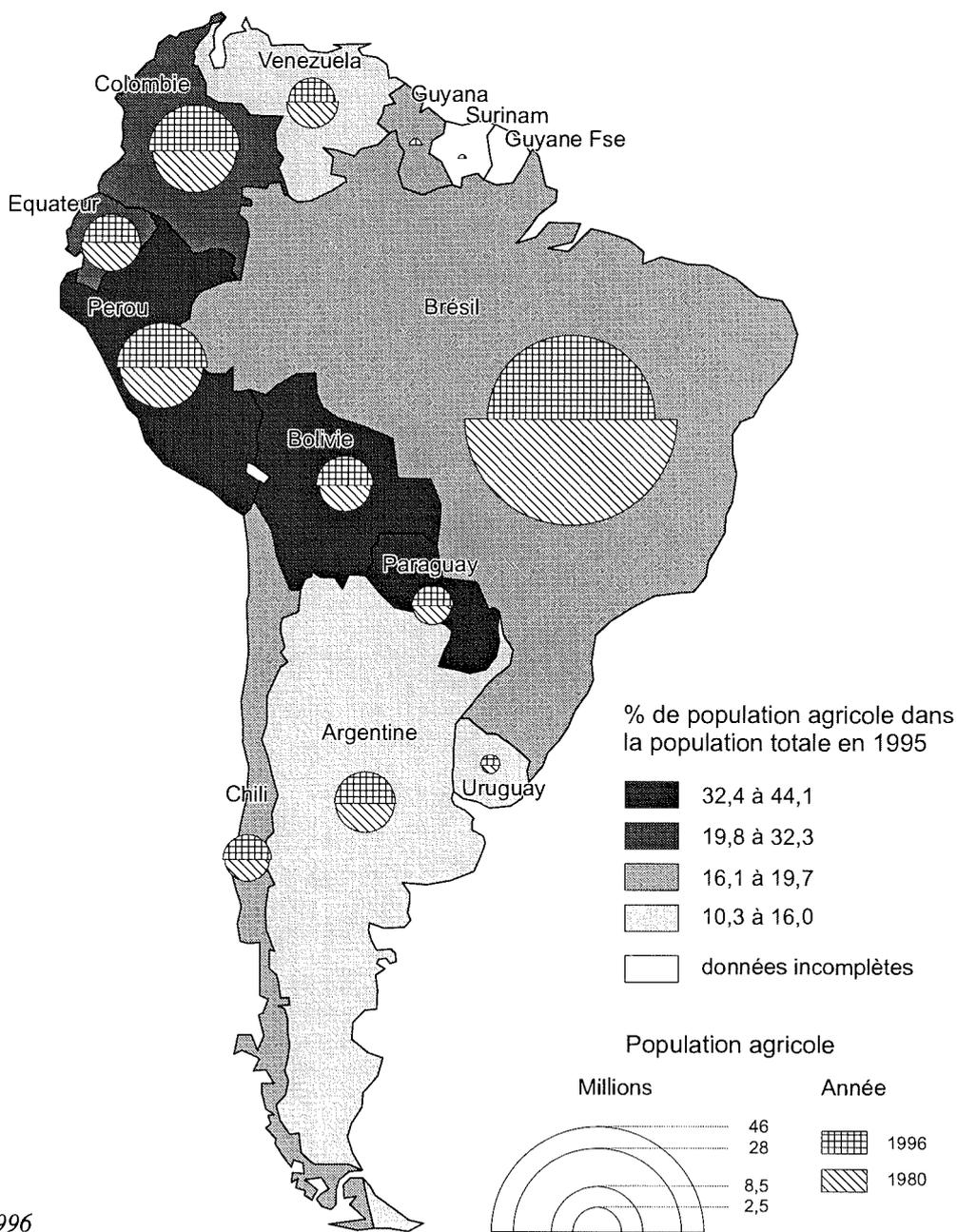
Les thèmes abordés dans les années 90 à propos de l'Amérique du sud, accordent très peu de place à l'agriculture et aux agriculteurs, au point que les chercheurs qui s'y intéressent apparaissent parfois pour de doux passésistes, des attardés exotiques, dépouillés de tout ancrage avec les dynamiques fondamentales du monde actuel. On est loin de la période où les revendications paysannes, parfois accompagnées de mouvements armés, semblaient questionner l'équilibre politique du continent, lorsque l'Amérique latine dans son ensemble, était parfois perçue comme un " laboratoire de la réforme agraire " (Le Coz 1974). La population agricole ne représente guère plus aujourd'hui que le cinquième de la population totale. L'intensité de l'exode rural a provoqué le

déplacement de l'essentiel des sud-américains vers les villes, entraînant le développement d'énormes agglomérations urbaines, dont les problèmes ont retenu toute l'attention des médias et des responsables. La crise financière des années 80, qui a d'abord affecté les classes moyennes des villes jusqu'à mettre en cause leur survie, a contribué à prolonger cette tendance. Si l'attitude des médias, qui ne semblent s'intéresser à ce monde rural qu'à propos de quelques cultures illicites, apparaît plus qu'excessive, il est de fait que la part de l'agriculture dans la production globale a beaucoup diminué. Sa contribution au Produit Intérieur Brut ne serait plus que de 10%, et sa valeur dans les exportations d'un cinquième

Ces considérations, voire ces parti-pris, ignorent pourtant les transformations, parfois profondes, dans lesquelles sont engagées les campagnes de ce continent, transformations qui ont généralement entraîné une croissance importante de la production agricole. Il suffit de rappeler quelques données proposées par la FAO² pour constater une vitalité plus forte que la moyenne mondiale. De 90 en 1985, la production globale atteint l'indice 119 en 1996 (base 100 pour la période 1989-1991) alors que celui-ci est estimé à 113 pour l'ensemble du monde. Si la progression est encore plus forte pour les produits d;

l'élevage (respectivement 121 contre 113 en 1996), il n'est pas possible d'attribuer cette croissance aux seules spéculations destinées à l'agro-industrie ou aux exportations: toujours pour les mêmes dates, les cultures alimentaires se situent à l'indice 121 en 1996, alors qu'il n'est que de 114 pour l'ensemble du monde (89 en 1985). La formule "décennie perdue" souvent employée à propos des années 80 pour qualifier l'ensemble de l'activité économique du monde latino-américain, ne saurait prétendre à une quelconque réalité de l'évolution de l'agriculture sud-américaine.

Fig. 1 : Population agricole en Amérique du Sud en 1980 et 1995



Source : FAO, 1996

Ces quelques données élémentaires recouvrent par ailleurs des mouvements parfois spectaculaires, dont le sens n'est pas toujours clairement intelligible, faute de recul suffisant. Elles ne doivent surtout pas dissimuler des transformations plus discrètes, mais tout aussi fondamentales, marquées dans bien des cas par le renforcement du poids des petits exploitants. Ces incertitudes et ces divergences dans l'évolution, en particulier dans celui des structures agraires, contribuent à maintenir un vif débat parmi les spécialistes entre les tenants des " campesinistas ", qui insistent sur la persistance de l'exploitation agricole paysanne dans l'ensemble latino-américain, et les tenants de la thèse contraire, les " descampesinistas ", qui considèrent que les paysans sont condamnés à terme au profit de la production agricole capitaliste. Une chose est sûre, contrairement à une opinion trop largement répandue, les agriculteurs sont loin de disparaître de la surface de ce continent.

I. CROISSANCE DU NOMBRE DES PRODUCTEURS ET DE LA PRODUCTION

A. Des records de population agricole

Un ouvrage récent sur un pays latino-américain présente en couverture une belle figure de paysan, fort pittoresque. L'auteur souligne dans son commentaire que ce dernier relève presque d'une " espèce en voie de disparition " puisque ses semblables ne représentent plus que 25% de la population totale du pays concerné, pourcentage en diminution constante. Après un calcul simple, le quart d'un effectif estimé dans ce cas entre 95 et 100 millions de personnes, cela fait tout de même 24 à 25 millions, c'est-à-dire à peu près le double de l'ensemble de la population du même pays en 1895. La disparition semble donc encore lointaine. La fascination du pourcentage, sans prise en compte des évolutions en valeur absolue, a encore frappé. Dans une situation d'accroissement naturel toujours élevé, il n'existe aucune contradiction entre des taux de population rurale ou agricole (la différence reste ici peu pertinente) en constante diminution et la poursuite de la croissance de cette population agricole en valeur absolue. Une famille rurale d'une dizaine d'enfants peut se permettre d'en voir migrer cinq ou six vers les villes, il en restera encore au moins trois ou quatre sur place. Ainsi, le degré de population rurale colombienne a connu une régression très importante en valeur relative, passant de 75% du total national en 1930 à 30% en 1990. Cela n'a pas empêché la population rurale de passer de quelques 6 millions de personnes en 1938 à plus de 9 millions en 1985 (Dureau, Florez 1996); ce chiffre serait encore plus élevé selon certaines autres sources.

Au total, la population " agricole " de l'Amérique du sud était estimée à 69 millions en 1990. Elle est encore de 63 millions en 1996, malgré une chute assez brutale dans un seul pays, le Brésil. Tous les autres maintiennent leurs effectifs d'agriculteurs, lorsque ceux-ci ne

continuent pas à progresser, à des niveaux jamais atteints au cours des autres périodes de leur histoire. Même pendant la période précolombienne, avant les grandes mortalités du XVI^e siècle, les populations vivant directement de l'agriculture n'avaient jamais été aussi nombreuses que dans la deuxième moitié du XX^e siècle ! Il semble nécessaire d'insister sur l'importance majeure de ce phénomène, trop souvent ignoré, négligé ou minoré. Si on ne le prend pas en compte, la dynamique agricole du continent ne peut être réellement entendue.

Il semble toutefois que l'on soit au seuil d'une nouvelle période. Il existe à présent de très fortes différences dans l'évolution actuelle selon les pays (voir carte). Le Brésil se distingue désormais très sensiblement du reste du continent, avec une forte baisse de sa population agricole entre 1985 et 1995. Celle-ci reste toutefois de très loin la plus nombreuse, avec près de 29 millions de personnes, près de la moitié du total sud-américain. Le groupe incluant le Venezuela, l'Argentine, l'Uruguay et, dans une certaine mesure, le Chili, se rapproche du Brésil par des pourcentages de population agricole relativement peu importants. Mais celle-ci ne diminue pas en valeur absolue, ou ne diminue plus, elle progresse au contraire légèrement au Chili et en Uruguay. Le troisième groupe inclue le Paraguay, le Pérou, l'Equateur et la Colombie, essentiellement des pays andins. Non seulement ils ont en commun de posséder une part toujours relativement importante de population agricole, mais celle-ci continue généralement à s'accroître en nombre, parfois dans des proportions encore importantes. Il semble difficile d'expliquer la poursuite de cette progression seulement par une moins bonne situation économique de l'ensemble de ces pays, qui aurait pour conséquence le maintien d'une part importante de la population active dans les secteurs traditionnels d'activité. Ce n'est pas le cas, pour le moins, de la Colombie. Depuis fort longtemps ce pays bénéficie d'un des taux de croissance économique parmi les plus élevés du continent, avec un PIB multiplié par 2,5 au cours des 25 dernières années. Le nombre de ses agriculteurs n'en est pas moins passé de 7 millions en 1985 à 8,5 millions en 1995, représentant encore presque le quart de la population totale du pays.

B. Une croissance inégale de la production

Le maintien de forts contingents de population agricole apparaît d'autant plus remarquable que les surfaces cultivées et les plantations permanentes, celles qui, de loin, emploient le plus de personnes, ne couvrent qu'une part extrêmement réduite de la surface du continent, seulement moins de 7% (35% pour la France). Des pays relativement étendus comme le Venezuela (presque deux fois la France) ne consacrent, selon la conjoncture, guère plus de 2 à 2,5 millions d'hectares aux terres labourées (moins que la surface de la Belgique). La progression relativement sensible des dernières années, avec 101 millions d'hectares de cultures permanentes ou de plantations en 1980 et 120 en 1995, ne doit donc pas

dissimuler la très forte sous-utilisation des potentialités du continent, d'autant que les espaces en herbe, bien plus vastes, sont majoritairement utilisés de façon extensive ou même très extensive.

La relative modestie des surfaces mises en culture contribue à rendre d'autant plus remarquable la croissance des productions agricoles de l'Amérique du sud. Certaines d'entre elles ont connu des progrès spectaculaires au cours des dernières décennies, comme la production fruitière au Chili, la floriculture en Colombie ou encore le boom du soja, plus connu, au Brésil (Théry 1995). Pratiquement inconnu avant les années 60, cette culture a rapidement conquis des territoires immenses dans le sud et le sud-est de ce pays (en particulier sur les anciennes terres à café) au point de couvrir 8 millions d'hectares vingt ans après. Cette expansion a d'ailleurs fini par déborder les frontières du Brésil. En 1996, le soja couvre 11 millions d'hectares dans ce pays, mais aussi près de 6 millions en Argentine (deux fois la surface de la Belgique) et 0,8 million au Paraguay (FAO, 1997, p. 106). L'expansion de la culture de la coca dans le Chaparé bolivien, peut lui aussi s'analyser en terme de boom, d'ailleurs finissant.

Tableau 1 : Principales productions agricoles sud-américaines

	1991 (1 000 t.)	1996 (1 000 t.)	Part mondiale (%)
blé	15 191	21 234	3,6
maïs	36 776	48 746	8,4
total céréales	74 067	90 938	4,4
produc. fruitière	56 674	66 728	16,1
sucre	15 017	20 960	17,0
café vert	2 031	2 489	42,0
coton	1 471	2 427	13,0
total viande	16 299	20 079	9,3

Source : *Annuaire FAO de la Production 1996*

Tout cela ne doit pas faire oublier que ce continent ne représente qu'une part relativement faible de la production mondiale, en dehors de quelques spécialités bien précises, comme le café ou le sucre. Il faut souligner également qu'il souffre dans certains cas de déficits importants. Malgré les vastes étendues emblavées de l'Argentine (mais avec des rendements très faibles), les changements dernières décennies, à tel point qu'elle représente aujourd'hui près de la moitié des importations agricoles de l'ensemble latino-américain. Une partie de la production agricole et donc des importations de produits dans les habitudes de consommation ont fait que la demande de blé est devenue très élevée au cours des alimentaires **sont désormais destinés à** l'approvisionnement des marchés urbains, devenus énormes. Rappelons également que certains pays, qui jouaient autrefois un rôle considérable dans les

exportations mondiales de produits agricoles, ne disposent plus à présent que d'une place infiniment plus modeste. Il en est ainsi de l'Argentine dont la contribution de plus de 60% au commerce mondial de viande bovine, s'est réduite à présent à très peu de chose. Mais là encore, la baisse de la part du continent dans les échanges ne doit pas dissimuler une croissance très forte des exportations en valeur absolue pour l'ensemble latino-américain, entre les années 60 et le début des années 80, elles ont été multipliées par cinq, en termes courants.

C. Permanence d'un très inégal accès à la terre

On a pendant longtemps attribué un relatif immobilisme de la production agricole à la persistance de structures très inégalitaires dans la propriété du sol. Les changements dans les productions nationales devaient donc passer par une révision de celle-ci. Les résultats de plusieurs décennies d'efforts apparaissent forts inégaux. Ils n'ont le plus souvent que peu modifié la situation d'extrême inégalité de la répartition des terres dans la plupart des pays. Dans certains d'entre eux les différences sont parfois caricaturales, en particulier au Brésil, où 20 millions d'hectares seraient possédés par une vingtaine de propriétaires. L'un d'entre eux contrôlerait à lui seul 4,6 millions d'ha réparties en six fazendas, avec seulement 150 employés, ce qui est significatif de la sous-utilisation générale (Taïeb, Barros 1989, p. 106). Il y aurait 170 millions d'hectares inemployés au sein des grandes propriétés, plus de trois fois la surface totale de la France. Pour l'ensemble du Brésil, le nombre des demandeurs en terres est estimé à 6 millions de famille.

Cette situation a prévalu dans la plupart des pays sud-américains jusque dans les années 60, c'est-à-dire jusqu'à la révolution cubaine. Avant celle-ci, dans la plupart des pays, très schématiquement, un cinquième des exploitants contrôlaient la moitié ou plus de la moitié des terres, tandis que les 4/5 n'en disposaient que d'une part tout à fait réduite, parfois guère plus que le cinquième.

Les réformes agraires ont tenté de modifier cette situation. Certaines d'entre elles aboutirent à une redistribution très importante des terres. C'est surtout le cas en Bolivie où 2,7 millions d'hectares (83% de la surface agricole), provenant en majorité des haciendas démembrées, ont été réparties entre 350 et 380 000 attributaires représentant 74% des familles d'agriculteurs. La plupart n'ont toutefois guère reçu plus de 5 ha chacune. Cette réforme s'est donc poursuivie par une politique de colonisation des terres basses des provinces orientales. Le Pérou a lui aussi connu un transfert de terres particulièrement important, avec 1,4 millions d'ha répartis entre 400 000 bénéficiaires.

Mais dans la plupart des autres pays les réformes ont été beaucoup plus timides et n'ont guère modifié la situation

Note: La définition de la petite exploitation change selon les pays; l'année de référence et celle du dernier recensement utilisé.

Source: *Statistical Abstract of Latin America 1996, Vol. 31, Part 1, p. 41*

générale. La plupart des tentatives n'ont pas bénéficié de l'effort nécessaire en mesures d'accompagnement (encadrement de la production, accès au crédit...), en volume et en qualité, ce qui a entraîné de nombreux échecs et abandons. Enfin, pour ne pas entraîner des réactions par trop violentes des possédants, les parcelles concédées ont souvent été prises sur le domaine d'Etat, avec des terres parfois de médiocres ou de mauvaises qualité. Là encore les résultats n'ont pas été véritablement tangibles et durables. C'est le cas pour une partie des 160 000 familles au Venezuela auxquelles ont été distribués en tout 500 000 ha. En 1968, une enquête de l'administration de ce pays en retrouvait moins de 100 000, les autres ayant renoncé. Enfin des contre-réformes ont succédé aux réformes, ainsi au Chili.

La médiocrité des résultats, tout comme une pression sociale moindre ont provoqué la mise en sommeil, sinon l'abandon pur et simple, de la plupart des programmes de réforme agraire. Il n'y a pourtant jamais eu de retour aux situations antérieures. Au Chili, après le coup d'Etat militaire, 30% seulement des terres expropriées ont été rétrocédées à leurs anciens propriétaires, 20% autres ont été vendues à des investisseurs privés ou institutionnels. Le latifundio, dans son acception ancienne, n'a pas été restauré. Dès le moment de la réforme agraire, le droit des propriétaires à conserver une partie de leurs réserves, à condition de mieux les mettre en valeur, avait provoqué une amélioration sensible de leur productivité. Le résultat de ces différents mouvements parfois opposés ont contribué à renforcer le nombre des exploitations moyennes de type capitaliste (Kay 1995). Des résultats analogues s'observent à des degrés divers dans la plupart des pays. Les rapports de production ne sont plus du tout ce qu'ils étaient.

II. DYNAMIQUES PRODUCTIVES

Les craintes de réformes agraires ont entraîné des réactions très violentes de la part des groupes possédants menacés, provoquant dans certains cas le renversement des gouvernements élus au profit de dictatures. Mais celles-ci ne vont pas toujours être au service de l'ordre

économique ancien. La lutte contre la subversion, qui anime en particulier l'idéologie de " l'alliance pour le progrès " contribue en même temps à une prise de conscience de l'archaïsme des conditions de production, de leur aspect antiéconomique qui faisait la part belle aux revendications de meilleure répartition foncière. Les nouveaux gouvernants ont souvent voulu modifier cet état de chose. L'exemple de l'expansion du soja au Brésil est à cet égard très explicite. Enfin la demande urbaine provoque l'ouverture ou l'amplification d'un marché interne.

A. Les politiques nationales de développement agricole

L'expansion du soja (Bretrand, Laurent et Leclercq 1983) au Brésil remonte au coup d'Etat militaire de 1964 et à la volonté des nouveaux dirigeants de " produire plus pour exporter plus ". Cette culture est sélectionnée comme prioritaire, parce que la demande mondiale est forte et parce qu'elle implique la création d'un environnement agro-industriel en amont et en aval de la filière (approvisionnements en intrants, capacités de stockage et de trituration nécessaires à la transformation en huile et tourteau). Elle provoque ainsi divers effets d'entraînements sur l'ensemble de l'économie. Le gouvernement met donc en place une ensemble de mesures incitatives, avec une politique sélective de soutien des prix du soja (+ 340%), aux dépens des cultures destinées à l'alimentation, de garanties d'achat de la production, d'un système de crédit d'équipement à taux négatif. Il prend en charge l'ensemble des infrastructures de transport et de stockage. Il facilite l'installation de nouvelles firmes multinationales ou le développement de celles déjà en place.

Cette politique favorise et développe une catégorie d'exploitants modernes, de taille moyenne, dans le sud et sud-est du pays. Il s'agit d'une minorité, celle en mesure d'accomplir les investissements nécessaires et d'accroître leurs espaces productifs aux dépens des plus modestes, obligés de vendre leurs terres et de s'en aller. Elle a aussi un coût, financé par le crédit. Le Brésil s'endette alors

massivement. Elle constitue donc un choix politique très clair. C'est l'époque où l'un des dirigeants déclarait : " à quoi bon faire des cultures vivrières puisque les pauvres n'ont pas de pouvoir d'achat (Dumont, 1988 cité par Taïeb, Barros 1989, p. 95) ". De fait, la remarquable expansion du soja se paye d'un accroissement du nombre de Brésiliens ne mangeant pas à leur faim. En 1961, on les estimait à 27 millions (38% de la population), ils sont 86 millions (65% de la population) en 1984. En revanche, le pays devient en quelques années le deuxième producteur mondial de soja.

Des politiques analogues sont mises en place au Brésil même (au profit des plantations de canne à sucre avec le " plan pro-alcool " visant à substituer les carburants d'origine fossile par de l'alcool de canne; au profit également des ranches d'élevage en Amazonie par des dégrèvements fiscaux) et dans d'autres pays. Au Chili, la production fruitière bénéficiait d'avantages comparatifs indéniables : possibilités de production en contre-saison de l'hémisphère nord, qualité des terroirs, protections naturelles de ceux-ci contre les maladies, etc. Mais tout cela n'aurait pu rester qu'au stade de potentialités sans la politique mise en place par la " Corporación de Fomento a la Producción " (CORFO), avec l'aide de l'Etat et l'adoption de mesures analogues à celles prises dans le cas du soja. Les surfaces plantées en vergers industriels passent ainsi de 53 000 ha en 1965 à 162 000 ha en 1988 (dont 45 500 ha pour les raisins de table et 24 000 pour les pommes). De tels résultats, là encore et aussi spectaculaires soient-ils, ne doivent pas faire oublier qu'ils se sont soldés durant un temps par un déficit considérable en blé, maïs et sucre, avant une certaine inflexion de la politique nationale, et par une diminution assez sensible de la consommation moyenne de calories par personnes (Chonchol 1995, pp. 295-298).

B. La petite production modernisée

A coté de ces grandes opérations se développe depuis quelques décennies un secteur de production constitué par des agriculteurs de taille moyenne ou petite qui arrivent par différents moyens à moderniser leur exploitation. Ils se rencontrent dans pratiquement tous les domaines géographiques et concernent un très grand nombre de secteurs d'activités'. La modestie des surfaces disponibles par chaque exploitant est compensée par une plus grande intensification de la production, avec l'usage beaucoup plus important de divers intrants (engrais, pesticides, fongicides), de semences sélectionnées. Des techniques nouvelles sont également adoptées, souvent pour des productions également nouvelles, ainsi les cultures maraîchères. Dans les Andes du Venezuela, la demande urbaine en légumes frais, jointe au développement de petits réseaux d'irrigation dans les hautes vallées sous l'impulsion d'un groupe d'animateurs ruraux, a entraîné une véritable petite révolution agricole. Des petits producteurs, autrefois misérables, se sont lancés avec

succès dans des productions (légumes de toutes types, oeillets et autres fleurs, ou encore nouvelle variété de pomme de terre) jusque là totalement ignorées par eux (Tulet 1993). Au total, ce sont des dizaines de milliers de travailleurs, sur quelques 20 000 ha, dont les conditions de vie ont changé de manière très sensible. Des exemples analogues se rencontrent dans les autres régions andines.

Les spéculations concernées par cette vague de modernisation peuvent aussi être traditionnelles. Elles prennent alors, dans certains cas, une place beaucoup plus importante dans l'exploitation agricole, sinon décisive. Avant l'irruption des variétés à haut rendement (*cañarre, catuai, catimor...*), la caféiculture (où la petite production domine très largement, en dehors du Brésil) est plutôt une forme de polyculture. Les exigences d'ombre du caféier *tipica* demandent la mise en place d'une association végétale, dans laquelle les bananiers, les arbres fruitiers et divers autres végétaux font bon ménage. Cela permet au producteur, non seulement de vendre son café, mais en plus de bénéficier d'une part appréciable d'autosubsistance (Tulet 1992). La mise en place des nouvelles variétés, dites de soleil parce qu'elles n'ont plus besoin d'ombre protectrice, modifie radicalement les conditions d'exploitation. La variété végétale se justifie d'autant moins désormais que les densités de plants augmentent de manière considérable (ils passent de 1 500 en général pour le *tipica* à 5 000 et parfois beaucoup plus pour les nouvelles variétés). Ils durent bien moins longtemps (une dizaine d'années, au lieu d'une génération, parfois un siècle...), sont plus fragiles, ce qui implique plus de soins, donc plus de travail et, là encore, l'application d'intrants de divers types. En revanche, leur mise en production est plus rapide et les rendements sont surtout beaucoup plus élevés. Ceux des variétés traditionnelles *tipica* atteignent tout au plus dix à vingt " quintaux " (sacs de 45 à 60 kg selon les pays) dans le meilleur des cas. Bien souvent, ils se situent au-dessous de dix quintaux. Avec les nouvelles variétés, la trentaine quintaux par hectare constitue pratiquement un minimum. Dans des conditions correctes de production. Beaucoup de planteurs, petits ou grands, dépassent très largement ces niveaux, allant même jusqu'à plus de 100 quintaux. Cette croissance des rendements est en mesure de modifier très largement les conditions de vie de très nombreux petits producteurs. Elle a aussi permis d'abaisser le seuil de viabilité de l'exploitation. La révolution des variétés à haut rendement a bouleversé la caféiculture de la plupart des pays producteurs, les plus importants en particulier (Brésil, Colombie). Cela représente des centaines de milliers d'exploitants et des millions d'hectares (Tulet et al. 1994).

Le nombre élevé de ces petites et moyennes exploitations modernisées, depuis les périmètres irrigués de la côte Pacifique jusqu'aux hautes vallées andines, ne permet plus de les considérer comme des exceptions intéressantes, d'autant qu'elles contribuent de plus en

plus fortement aux productions nationales. Mais elles sont encore loin de représenter la majorité. La plupart des autres subsistent bien trop souvent dans des situations de précarité parfois extrême. Le recours alors envisagé (lorsqu'il peut l'être, c'est-à-dire lorsque tout espoir de changement n'a pas disparu) n'est pas toujours l'émigration vers les villes, où les chances de vivre mieux ne sont pas nécessairement meilleures, mais dans celui de trouver de nouvelles terres à exploiter.

C. Les fronts pionniers de colonisation⁵

Les agriculteurs chassés des régions sud et sud-est par l'expansion du soja sont allés tenter leur chance en Amazonie, en particulier dans le Rondônia. De même, la colonisation officielle dans le Para, a entraîné une très forte vague d'immigration de population pauvre en provenance du Nordeste, qui a très largement débordé les programmes initialement prévus. Toutefois, le phénomène de colonisation des terres basses, le plus souvent forestières, ne concerne pas seulement le Brésil. Il s'agit d'un phénomène majeur, qui concerne pratiquement tous les pays de l'Amérique du sud (et d'ailleurs de toute l'Amérique latine) et dont l'ampleur est d'importance mondiale.

Ce sont les petits producteurs qui défrichent. Certains en font un métier, comme une forme particulière d'agriculture itinérante. Ils coupent la forêt, la brûlent et mettent à profit l'engrais produit par les cendres pour semer une culture annuelle pendant quelques années, en général du maïs ou du riz pluvial. Ils plantent parfois quelques arbres fruitiers pour augmenter la valeur du fonds. Lorsque la parcelle perd de sa fertilité, elle est le plus souvent convertie en pâturage. C'est à ce moment seulement qu'elle devient un enjeu. Elle peut, dans certains cas, constituer la première étape d'une nouvelle exploitation que le colon tente d'agrandir et de consolider en continuant à défricher. Mais ce n'est pas le but toujours recherché. Certains ne cherchent qu'à " vendre " leurs droits acquis par le travail investi, pour recommencer ailleurs le même processus. Cette cession volontaire des " droits " acquis constitue un facteur très important de concentration des terres en zone d' colonisation. Dans d'autres cas, le choix n'est pas permis, le défricheur est obligé d'abandonner sa terre sous la menace.

Ces fronts pionniers n'ont pas toujours eu la même intensité. P. Monbeig (1966), il y a quelques décennies, en prévoyait même la disparition. Il a fallu l'ouverture de routes au Brésil et la mise en place de plans de colonisation impulsés par l'Etat en Amazonie pour lancer une dynamique qui s'est ensuite poursuivie toute seule avec une grande ampleur. Entre 1978 et 1988, les superficies déboisées annuellement ont représenté, en moyenne, 21 000 km² au Brésil, le maximum ayant été atteint en 1987. Le rythme s'est ensuite considérablement

ralenti, avec 13 800 km² en 1990. Cette diminution doit être mise en relation avec la fin des exemptions fiscales qui incitaient les grandes firmes à investir et à défricher en Amazonie. Le total cumulatif des déboisements (récents et anciens) atteignait 415 000 km² en 1990 (Banque Mondiale 1992, pp. 311-312), soit quatre fois la surface de Cuba. Les défrichements effectués dans d'autres pays sont parfois plus importants en relation avec la taille plus modeste du pays, ainsi en Equateur (3 400 km² par an) ou en Colombie (8 900 km² par an). Dans ce dernier pays, 250 000 km² auraient été colonisés depuis 1950 (mais pas entièrement sur la forêt), 20% du territoire national, soit six fois un territoire grand comme celui des Pays-Bas (Martin 1996).

Il convient de relativiser l'énormité de ces chiffres. Le massif forestier amazonien réparti sur neuf pays représente au total 6 millions de km². L'ensemble des surfaces boisées brésiliennes couvrait 5145 000 km² en 1980, dont 3575 000 de forêt dense. Les données ne sont pas toujours strictement comparables, mais l'attention portée sur le Brésil et les mesures effectuées, avec un degré acceptable d'approximation, aboutissent à la conclusion que 8 à 10% de l'Amazonie brésilienne ont été déforestés. Tout cela donne un total à la fois énorme et relativement faible, compte tenu de la masse forestière en question! En dépit de tout ce qui a pu être dit ou écrit, la forêt amazonienne n'est pas menacée de totale disparition, contrairement à celle du sud-est asiatique où le taux de déboisement serait de l'ordre de 2% par an en Indonésie.

Par contre, on peut s'interroger sur l'intérêt économique ou social de tels défrichements, en particulier au Brésil. Ceux-ci sont apparus dans les discours officiels comme des alternatives pour les paysans sans terre. Dans les faits, après expériences, parfois tragiques, beaucoup ont dû renoncer et se réfugier dans les villes, celles de l'Amazonie en particulier, qui concentrent bien plus d'habitants que les campagnes. Ceux qui restent sont loin d'occuper la majeure partie de la surface et doivent parfois mener de rudes combats pour se maintenir face aux convoitises des plus puissants. Ces terres de colonisation sont des terres de violence, parfois extrêmes, entre des petits exploitants le plus souvent en situation de grande précarité économique et juridique (droits sur la terre inexistantes ou contestés) et les grands propriétaires qui souhaitent compenser la faiblesse des ressources tirées d'un élevage le plus souvent très médiocre, par l'immensité des terres utilisées. Ces mises en exploitation ont ainsi entraîné une dilatation considérable des surfaces consacrées à un pastoralisme extensif, sous forme de grand, voire d'immenses domaines, n'employant que très peu de personnel. Si elle a parfois contribué à desserrer l'acuité des problèmes, sur le fond, la colonisation n'a en rien contribué à résoudre le problème des minifundistes ou des paysans sans terres. Les moteurs du changement économique et social se situent ailleurs.

III. REVOLUTION CONSERVATRICE ET/OU AFFIRMATION D'UNE PAYSANNERIE NOUVELLE ?⁶

A. La fin du binôme latifundio/minifundio et le développement du " complexe agro-industriel ".

Dans l'agriculture traditionnelle, les deux pôles du système d'exploitation se trouvent en interdépendance. Le latifundio a besoin de la main-d'oeuvre des minifundistes au moins pendant quelques mois dans l'année, les minifundistes, le plus souvent ouvriers à temps partiel, ont besoin de travailler sur l'hacienda pour survivre. Cette liaison est inégale, le grand propriétaire ayant évidemment plus de facilités pour se procurer son personnel et disposant le plus souvent de droits sur les terres des petits exploitants. Il existe ainsi une relation de proximité et une relation de subordination très forte du plus puissant sur les plus pauvres, qu'ils soient ouvriers agricoles, métayers, ou sans emploi. Cette subordination se manifeste sur tous les plans, économiques, sociaux, politiques, même si elle est parfois tempérée de paternalisme

Le pouvoir du grand propriétaire sur son monde suppose une demande d'emploi supérieure aux besoins, ce qui constitue un frein à l'intensification du système, par crainte de diminuer cette demande et parce que la main-d'oeuvre bon marché n'a jamais été incitative de l'amélioration de la productivité. Il suppose également une absence d'alternative pour les demandeurs. Cette absence disparaît avec l'amplification de l'émigration vers les villes. Le pouvoir social et politique du propriétaire se trouve ainsi mis en cause. Par ailleurs, dans beaucoup de pays, la crainte des mouvements sociaux et du partage des terres, amène les propriétaires à se débarrasser de leur main-d'oeuvre dépendante (avec la jouissance ou la location d'un lopin de terre), des " occupants " qu'ils toléraient sur leurs terres, ainsi qu'à limiter les emplois permanents ou semi-permanents. Parfois ce sont les lois sociales elles-mêmes qui ont provoqué des changements de grande ampleur non prévus par le législateur. Ainsi les meilleures garanties de travail obtenues pour les ouvriers agricoles au Brésil ont entraîné leur débauchage massif et le développement du travail temporaire incarné par les " bóias frias ", les " repas froids ", journaliers vivant dans les villes. De nouvelles formes de relations d'exploitations et de subordination entre propriétaires et demandeurs de travail, se mettent donc en place, à travers un marché du travail plus dépersonnalisé.

Les liens qui unissaient les deux faces du binôme traditionnel disparaissent ainsi progressivement. La grande propriété subsiste, mais se trouve dépouillée d'une partie de ses pouvoirs. La grande exploitation modernisée, en général de taille plus modeste, lui succède ou se développe à côté d'elle, dotée d'une tout autre logique productive. Avec elle, grâce en général à une

politique publique incitative et un lien étroit de cette politique avec les intérêts privés industriels, se développe dans la plupart des pays un " complexe agro-industriel ", du type de celui du soja au Brésil. Il se caractérise par une intégration poussée de la filière de transformation et de commercialisation des produits et une forte intégration au marché mondial. Ce complexe s'appuie sur une couche de producteurs très capitalisés ou d'entreprises agricoles commerciales, dans lesquelles le capital et les nouvelles technologies prennent plus d'importance que l'utilisation de la terre et de la main-d'oeuvre.

Ce complexe fait l'objet de toutes les attentions dans la plupart des pays et joue un rôle de plus en plus considérable. Certains considèrent qu'il est devenu hégémonique dans le monde agricole, et qu'il tend à subordonner toutes les autres formes d'exploitation à sa logique productive. Il faut pourtant rappeler que ce modèle n'est pas généralisé et n'est pas généralisable à tous les régions. Il n'est probablement pas davantage la seule alternative pour la modernisation de la production et des structures productives. D'aucuns considèrent que son hégémonie tient d'abord à l'appui multiforme apporté par les gouvernements. Son développement constitue donc un choix politique, au dépens d'autres possibles. Le maintien ou le développement de la petite paysannerie en témoigne.

B. Affirmation de la petite et moyenne exploitation familiale paysanne.

La fascination des rapports antagonistes de production entre grande propriété et petite exploitation dépendante, l'émergence spectaculaire des exploitations modernes capitalisées aboutit souvent à négliger, voire à oublier, la place des petits exploitants familiaux indépendants. Pourtant ceux-ci existent, partout et depuis toujours, même si leur présence a souvent été minorée, y compris sur le plan purement statistique. Ils occupent même une place considérable dans certaines productions.

Ils sont ainsi, à l'exception du Brésil (où ils sont d'ailleurs présents en nombre plus grand qu'on ne le croit souvent), parfaitement hégémonique dans la caféiculture (Tulet 1997) et se rencontrent par centaines de milliers. En Colombie, les exploitants de moins de 50 ha représentent 85% des 300 000 exploitants et 72% de la surface du 1,1 million d'ha cultivé en café. Cette place considérable tient en particulier au fait qu'en l'absence de toute possibilité de mécanisation, il n'existe pas d'économie d'échelle dans la culture du café. Le grand exploitant n'a donc aucun avantage comparatif vis-à-vis du petit. Par contre il doit affronter de redoutables problèmes de gestion et de contrôle de main-d'oeuvre, pour une activité très exigeante en travail, en particulier pendant la période de récolte, ce qui le vulnérabilise fortement. Les deux seuls pays où la grande propriété caféicole domine sont ceux où les pouvoirs locaux ont réussi à résoudre ce problème en établissant le contrôle

des producteurs sur la main-d'oeuvre, Guatemala avec la mise en tutelle des indiens, Brésil, avec d'abord l'esclavage, puis le colonat.

Un tel exemple, avec un avantage qui dans ce cas, semble incontestable en faveur de l'exploitation familiale, peut apparaître trop spécifique, non généralisable à d'autres activités agricoles. Un certain nombre d'économistes ruraux estiment le contraire, soit à propos d'autres productions présentant des caractères analogues (Ruf 1995), soit parce que l'on redécouvre les vertus de l'exploitation familiale elle-même, à la suite de la remise à l'ordre du jour des travaux de Tchayanov (Tchayanov 1990). Pour d'autres, l'absence d'économie d'échelle serait générale dans les exploitations agricoles. La prééminence de la grande propriété tiendrait donc plus aux relations de pouvoir et à la présence de ces économies d'échelle en amont et en aval de la filière.

La place de ces unités familiales est assez difficile à déterminer sur le plan statistique. Pour l'ensemble de l'Amérique latine, sur les 17 millions d'exploitations couvrant quelques 700 millions d'hectares, il existerait 15,5 millions d'unités familiales, dont 11 de " minifundistes " et 4 de petits producteurs, soit près de 90% des exploitations pour seulement 12% des terres. Leur nombre serait en augmentation¹. Ils prennent une place de plus en plus grande dans toute une série d'activités, non seulement dans leur domaine traditionnel du type caféiculture, mais aussi dans un grand nombre d'autres domaines, en particulier les cultures spécialisées, le maraîchage, la floriculture, etc. Il faut ajouter que cette agriculture familiale, que beaucoup opposent à l'exploitation capitaliste en terme d'exclusion de l'une ou l'autre, supporte parfaitement sa coexistence.

IV. CONCLUSION

Contrairement aux économies agricoles en contraction démographique et spatiale des pays industriels, le monde de l'agriculture sud-américaine est en expansion sur tous les plans, non seulement sur celui de la production, mais aussi des effectifs et des surfaces exploitées, avec l'exceptionnelle puissance des fronts pionniers au cours des dernières décennies. Certes, on assiste ici comme ailleurs à un développement des formes de production les plus intégrées au marché et les plus capitalistes, ainsi qu'à une croissance de la dépendance de la production agricole au profit des filières agro-industrielles. L'hégémonie de ces dernières reste toutefois loin d'être totale. Par ailleurs, les années 80, la décennie perdue, accompagnées de tous ses programmes d'ajustement structurels, ont montré que l'agriculture et le monde rural, même s'ils ne représentent plus qu'une part mineure de l'économie nationale étaient en mesure de répondre avec un vrai dynamisme aux problèmes posés.

Une des raisons de cette vigueur relative trouve peut-être ses origines dans le fait que les mutations et la croissance

de la production du domaine agricole sud-américain ne sont pas seulement les reflets de l'économie mondiale. La trop célèbre liaison entre latifundio et minifundio n'a pas résisté à la période actuelle. La disparition de sa prééminence tient tout autant à la migration de l'essentiel de la population vers les villes, au développement du salariat dans le monde rural et à la création de marchés nationaux de consommation. La puissance de l'exode rural, s'il n'a pas abouti, tant s'en faut, à la dépopulation rurale, les paysans n'ayant jamais été aussi nombreux, a provoqué la mise en place de débouchés nationaux dont l'importance est à la mesure des énormes cités qui se sont développées.

Une phase de modernisation de la production agricole est en cours. Elle est le fait non seulement des entreprises relevant des complexes agro-industriels nouvellement créées, mais aussi de petites exploitations familiales dont les logiques de production ne sont pas seulement en relation avec le marché. Le grand mouvement de réforme agraire, s'il a globalement échoué dans ses buts affichés, tout particulièrement dans la disparition des inégalités énormes dans la propriété du sol, a tout de même provoqué une croissance supplémentaire des petits exploitants dans un certain nombre de pays. Il a finalement contribué à renforcer à la fois indirectement le fameux complexe agro-industriel, mais aussi le secteur de petite paysannerie modernisée. Les potentialités de celle-ci semblent toujours considérables. Il semble bien que la fin des paysans ne soit pas pour demain dans cette partie du monde.

V. NOTES

1. Bien que leur conception soit fort différente, on peut noter que l'ouvrage de P. Cunill de la collection Magellan paru en 1980, consacre un bon quart de ses pages à la terre et à ses problèmes, alors que celui de la Géographie Universelle consacré à l'Amérique latine paru en 1991 (Bataillon, Deler, Théry) tout à fait remarquable par ailleurs, ne possède aucun chapitre spécifique sur l'agriculture et que cette activité est assez peu traitée dans l'étude des pays ou des régions.
2. Toutes les données concernant la production agricole et l'évolution de la population sont extraites, sauf avis contraire, de l'Annuaire de la FAO (1997).
3. Ces observations ne sont valables que dans la mesure où l'on admet que les résultats des recensements donnent une image assez proche de la réalité; ce qui n'est pas toujours le cas.
4. La littérature scientifique fait de plus en plus état de cette modernisation de la petite production par nombreuses études de cas, publiés dans des revues et dans des ouvrages collectifs. On peut citer parmi les plus récents: Morion (1992), Linck (1993), Haubert (1997).
5. Voir Albaladejo et Tulet (1996)
6. Les deux devenir possibles " campesinización " ou " descampesinización " ont provoqué un débat depuis de nombreuses décennies, avec de très nombreuses publications soutenant l'une ou l'autre thèse, impossibles à citer toutes. Rappelons, parmi beaucoup d'autres, les travaux de Stavenhagen, Warman, Bartra, de

Janvry, Hewitt de Alcántara, Barsky... A notre connaissance, la mise au point et la bibliographie la plus récente, sur ce débat comme sur toutes les questions agraires latino-américaines, se trouve dans l'ouvrage de synthèse de Jacques Chonchol (1995).

7. Chirriboga M., *La agricultura latino americana en lo noventa, procesos y tendencias* et Janvry (et al.), *Agrarian Structure, Technological Innovations, and the State* - oeuvres citées dans Durand (1997).

VI. BIBLIOGRAPHIE

- ALBALADEJO, C., TULET J. C., 1996. *Les fronts pionniers de l'Amazonie brésilienne, La formation de nouveaux territoires*, L'Harmattan, Paris, 358 p.
- BANQUE MONDIALE. *Rapport sur le développement dans le monde, 1991*, 314 p.
- BATAILLON, C., DELER, J.P. & THERY, H., 1991. *Amérique latine*, Hachette/Reclus, Paris, 480 p.
- BRETRAND, J.P., LAURENT, C. & LECLERCQ, V., 1983. *Le monde du soja*, La Découverte/Maspero, Paris, 124 p.
- CHONCHOL, J., 1995. *Systèmes agraires en Amérique latine; des agricultures préhispaniques à la modernisation conservatrice*, Ed. de L'IHEAL, Paris, 366 p.
- CUNILL, P., 1980. *L'Amérique andine*, coll. Magellan, PUF, Paris, 304 p.
- DUMONT, R., 1988. *Un monde intolérable: le libéralisme en question*, Le Seuil, Paris.
- DURAND, G., 1997. *Les formes institutionnelles de la production agricole en Amérique latine, Quelles voies pour la petite agriculture ?* Univ. de Toulouse le Mirail, Toulouse, 143 p.
- DUREAU, F. & FLOREZ, C.E., 1996. Dynamiques démographiques colombiennes: du national au local. *La Colombie à l'aube du troisième millénaire*, Ed. de L'IHEAL, Paris: 139-166.
- FAO 1997, Annuaire de la production 1996, volume 50, Rome, 233 p.
- HAUBERT, M. (coord.), 1997. *Les paysans, l'Etat et le marché. Sociétés paysannes et développement*, Pub. de la Sorbonne, Paris, 382 p.
- KAY, C., 1995. Desarrollo rural y cuestiones agrarias en la América Latina contemporánea, *Agricultura y Sociedad*, 75: 27 - 82.
- LE COZ, J., *Les réformes agraires*, coll. Magellan, PUF, Paris, 306 p.
- LINCK, T. (coord.), 1993. *Agricultures et paysanneries en Amérique latine*, ORSTOM Editions, Paris, 255 p.
- MARTIN, G., Sociabilité, institutions et violences dans les frontières nouvelles en Colombie. *Systèmes agraires en Amérique latine*, Ed. de L'IHEAL: 193-217.
- MONBEIG, P., 1966. Les franges pionnières. *Géographie Générale*, Ed. Journeaux, Deffontaines et Delamarre, Encyclopédie de la Pléiade, Paris: 974-1006.
- MORLON, P. (coord.), 1992. *Comprendre l'agriculture paysanne dans les Andes centrales, Pérou, Bolivie*, INRA ed., Paris, 329 p.
- RUF, F., 1995. *Booms et crise du cacao. Les vertiges de l'or brun*, Min. de La Coopération/Cirad/Karthala, Paris, 460 p.
- TAÏEB, E. & BARROS, O., 1989. *Economie et société brésiliennes, croissance ou développement?*, Nathan, Paris, 224 p.
- TCHAYANOV, A., 1990. *L'organisation de l'économie paysanne*, Ed. Librairie du Regard, Paris, 342 p.
- THERY, H., 1995. *Le Brésil*, 3^eédit., Coll. Géographie, Masson, Paris, 264 p.
- TOLET, J.C., 1993. Protection de l'environnement et développement agricole. Le " Programa Valles Altos ". Les Andes vénézuéliennes. *Agricultures et paysanneries en Amérique latine*, Ed. T. Linck, ORSTOM Editions, Paris: 61-64.
- i
culturales dans la caféiculture latinoaméricaine. *Le café et son environnement alimentaire: paysages et paysans face à la crise*, GEODOC n° 38, série MOCA n° 2, Univ. de Toulouse-Le Mirail: 12-17.
- TULET, J.C., CHARLERY, B., BART, F. & PILLEBOUE J., 1994. *Paysanneries du café des hautes terres tropicales*, Karthala, Paris, 370 p.
- TULET, J.C., 1997. La prééminence des producteurs familiaux dans la caféiculture de l'Amérique hispanophone, *Les paysans, l'Etat et le marché, Sociétés paysannes et développement*, Ed. M. Haubert, Pub. de la Sorbonne, Paris: 267-278.

Jean-Christian TULET